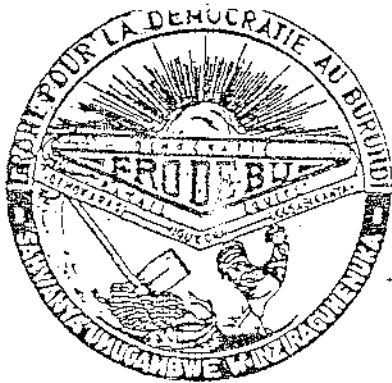


REPUBLIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "
 UHUZA ABAHARANIRA
 DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
 AU BURUNDI

Bruxelles, le 7 juillet 1994

COMMUNIQUE DE PRESSE

BURUNDI : les O.N.G. internationales au secours de la Démocratie

En date du 5 juillet 1994, la Commission internationale d'enquête sur le Coup d'Etat d'octobre 1993 a rendu public à Bruxelles son rapport officiel. Elle avait effectué ses investigations au Burundi du 26 janvier au 10 février 1994.

Cette enquête, la première du genre tant à cause de la qualité de ses membres (13 experts internationaux des Droits de l'Homme) que d'organisations ou de pays impliqués (8 au total), s'était réalisée à l'initiative et avec le concours (technique) local de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme (la "Ligue ITEKA"). Toutes nos félicitations à cette Ligue nationale à laquelle avaient participé, en tant que membres fondateurs et militants les 2 plus illustres victimes du putsch militaro-civil d'octobre-novembre 1993: Son Excellence Melchior NDADAYE, Président de la République, et l'Honorable Pontien KARIBWAMI, Président de l'Assemblée Nationale.

Nous nous réjouissons particulièrement du fait que le rapport susmentionné de la Commission internationale d'enquête ait identifié les principaux inspirateurs et acteurs de la décapitation de la Démocratie burundaise. De tous les "putschistes" déjà identifiés, quelques noms s'imposent avec insistance: parmi les civils, nous épingleons "le parlementaire français Ngeze et les quatre leaders de l'UPRONA (C. Mukasi, L. Bararunyeretse, J.B. Manwangari et A. Kadege)". Parmi les militaires: les Lieutenant-Colonels Jean BIKOMAGU (Chef d'Etat-Major général), Jean-Bosco DARADANGWE, porte-parole de l'armée, Pascal SIMBANDUKU, Sylvestre NINGABA, les Majors RUMBETE et BUSOKOZA, ainsi que les Lieutenants KAMANA, GAHUNGU et NGOMIRAKIZA*. De la dizaine d'officiers-bourreaux, les deux derniers cités étaient chargés, durant la journée du 21 octobre 1993, d'exécuter de leurs propres mains le Président de la République, chef constitutionnel des Armées, ainsi que son successeur tout aussi constitutionnel: l'Honorable Président de l'Assemblée Nationale, chef des représentants du peuple. Ainsi donc, la boucle anti-démocratique était bouclée!...

Nous adressons nos plus vifs remerciements aux membres de la Commission internationale d'enquête sur le Burundi. Leur clairvoyance, leur honnêteté et leur esprit démocratique serviront la cause de la paix, de la Justice et de la réconciliation nationale.

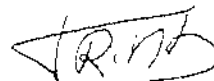
Au nom du respect des Droits de l'Homme au Burundi et afin d'honorer la

.../..

memoire de toutes les victimes (célèbres ou anonymes) du "putsch d'octobre" 1993, nous demandons la traduction en Justice, sous protection juridique internationale, de ces responsables d'assassinats politiques à grande échelle. Au nom de tous les Démocrates burundais, nous exigeons la levée de l'immunité parlementaire, en attendant son jugement, de François NGEZE et l'éloignement de tout poste à responsabilité (militaire ou civile) sur la scène politique nationale, des autres co-auteurs ou exécuteurs déjà connus du Coup de force rampant d'octobre 1993.

Nous lançons un appel pressant à la Belgique et à tous les autres pays épris de paix, pour qu'ils soutiennent de tous leurs moyens les efforts des autorités démocratiques burundaises pour réformer l'Armée actuelle, dont "la complicité active ou passive (...) dans le Coup d'État est manifeste"*. Nous demandons ensuite à tous les Démocrates amis du Burundi de soutenir les représentants du peuple dans leur lourde tâche d'élaborer de nouveaux textes de lois (réforme de la Constitution ou autres lois), afin d'assurer aux citoyens burundais une plus grande transparence démocratique. Nous nous adressons enfin à la Commission Internationale des Juristes Démocrates, aux membres d'"Avocats Sans Frontières" et à tous les autres juristes spécialistes du Droit humanitaire pour leur demander d'assister les membres loyalistes du pouvoir judiciaire burundais, dans leur effort titanesque tendant à faire appliquer la loi burundaise, à protéger les Droits de l'Homme et à faire disparaître à jamais le phénomène de l'impunité.

Le Représentant en Belgique du Parti "SAHWANYA - FRODEBU",



Raphaël NTIBAZONKIZA

* Sources: Rapport de la Commission internationale d'enquête, p.39, pp.35+25, p.33.